

RÉSISTANCE SOCIALE

La République sera sociale ou ne sera pas. Jean Jaurès



SOMMAIRE

p.1 : L'édito / **p.2 : Actualité internationale** : Il y a 60 ans, Pierre Mendès France prédisait les tares de l'Union européenne / **p.3 à 6 : Place au débat** : Pour qui roule Macron ? (On peut y associer Fillon et Le Pen) / **p.7 : Actualité sociale** : Présentation du « Manifeste pour le Service public du 21^{ème} siècle » / **p.8 : Coup de gueule** : Pas de compétences ni d'argent français pour le « mur de la honte » ! / **Hommage** : Henri Emmanuelli

L'ÉDITO

À moins d'un mois du premier tour de l'élection présidentielle, un vrai débat de fond ne semble pas avoir commencé. On peut même douter qu'il aura lieu. Certes chacune et chacun a exposé ses idées mais le débat reste encore occulté par les affaires tandis qu'à en croire les sondages les deux grands partis qui ont géré à tour de rôle la vie politique depuis 30 ans sont sur le point d'exploser. Une élimination de Fillon au premier tour serait sans doute synonyme d'éclatement de LR. Quant à la gauche, déjà morcelée en de nombreux partis ou mouvements, elle semble vouée, faute d'unité, à passer elle aussi à la trappe au 1^{er} tour. Après la présidentielle, que restera-t-il du parti fondé à Épinay en 1971 par François Mitterrand et quelques autres et qui, 10 ans après et avoir, avec le PCF, écrit le « programme commun de gouvernement », amenait la gauche au pouvoir le 10 mai 1981 ? On peut légitimement se poser la question quand on voit une partie des socialistes (en fait les sociaux libéraux) rejoindre Macron, l'homme des médias et des banques. Sans même attendre les législatives qui pourraient être fatales au PS –comme à l'ensemble des formations de gauche–, on voit mal comment un nouveau replâtrage pourrait s'opérer. Les dissensions, pour ne pas dire les haines, qui se sont accumulées depuis 5 ans n'ont

rien à voir avec ce qui s'est passé en 1993, en 2002 ou en 2007. Du côté de l'autre gauche, les relations entre la France Insoumise et le PC ne sont pas non plus au beau fixe. Difficile d'appréhender aujourd'hui comment cela va évoluer surtout si la droite réactionnaire ou l'extrême-droite parvenaient au pouvoir. Ce ne serait pas mieux avec Macron, en

supposant qu'il parvienne à construire une majorité, les salariés actifs, retraités ou chômeurs ne peuvent pas s'attendre à vivre des jours heureux. Inutile de dire que dans ce contexte, il n'est pas beaucoup question des problèmes sociaux, ce qui avait en partie motivé la création de Réso en 2003 au lendemain de l'élection de 2002. Il est vrai qu'à part la grève générale en Guyane, résultat d'un abandon généralisé de ce territoire, il n'est pas beau-

coup question des luttes des salariés pour s'opposer à l'extension du travail du dimanche, à la stagnation des salaires ou à la remise en cause de la durée du travail. Quant au chômage on sent bien qu'une fois les élections passées, les entreprises licencieront à nouveau à tour de bras, surtout si elles sont confortées par l'arrivée au pouvoir de Fillon ou de Macron. Pour sa part, Résistance Sociale continuera inlassablement à prêcher l'unité de la gauche, préalable indispensable à la défense des intérêts du plus grand nombre.



ACTUALITÉ INTERNATIONALE

Nous reprenons ci-dessous l'éclairant article de **Louis Hausalter** publié le 25/03/2017 dans « Marianne ».

Traité de Rome :

il y a 60 ans, Pierre Mendès France prédisait les tares de l'Union européenne

Alors que l'Union européenne commémore dans la déprime les 60 ans du traité de Rome qui lui a donné naissance, Marianne a exhumé le discours prononcé à l'époque par Pierre Mendès France. L'ex-président du Conseil s'alarmait des risques d'une dérive néolibérale et technocratique du projet européen tel qu'envisagé...

C'est sans enthousiasme que François Hollande et 26 autres dirigeants européens commémorent, samedi 25 mars à Rome, le traité signé 60 ans plus tôt dans la Ville éternelle. Le 25 mars 1957, six pays donnaient naissance à la Communauté économique européenne (CEE), ancêtre de notre actuelle Union européenne. Se doutaient-ils de la gueule de bois qui frapperait le Vieux continent six décennies plus tard ? Le sentiment des peuples à l'égard de Bruxelles oscille aujourd'hui entre la colère incarnée par le Brexit et l'indifférence dont la campagne présidentielle française fournit le plus bel exemple : l'Europe n'y est tout simplement pas un sujet !

Cette déprime n'empêchera pas Hollande et ses pairs d'entendre une ribambelle de discours convenus. Sonneront-ils un instant à celui, solennel, que Pierre Mendès France prononçait à l'Assemblée nationale quelques semaines avant la signature du traité de Rome ? Le 18 janvier 1957, l'éphémère président du Conseil, figure du radical-socialisme, mettait en garde ses pairs contre les risques de dérives qu'il voyait germer dans ce texte. Un discours à la prémonition frappante, lorsqu'on le relit à 60 ans de distance.

Mendès France réclame dès 1957 "l'égalisation des charges et la généralisation rapide des avantages sociaux" en Europe...

Pierre Mendès France n'était pas précisément un euro-sceptique. C'est même tout le contraire. « *J'ai toujours été partisan d'une construction organique de l'Europe* », lance-t-il dès le début de son intervention. Mendès croit ainsi « *que nos vieux pays européens sont devenus trop petits, trop étroits pour que puissent s'y développer les grandes activités du XXe siècle* ». Il martèle donc qu'il faut « *faire l'Europe* ». Mais pas comme ça. Pas à la manière de ce marché commun qui doit instaurer la libre circulation des personnes, des marchandises et des capitaux.

Premier danger pointé par Mendès France : la « *concurrence redoutable* » à attendre des nouveaux pays partenaires, et notamment un afflux de travailleurs qui accepteraient des salaires inférieurs à ceux qui ont cours en France. « PMF » redoute alors l'arrivée de chômeurs

italiens ou allemands. En fait, ses craintes se confirmeront plus tard, lors de l'élargissement de l'UE aux pays de l'Est malgré les écarts de niveaux de vie et de protection sociale. Dès 1957, Mendès cherche d'ailleurs à éviter cet écueil en réclamant « *l'égalisation des charges et la généralisation rapide des avantages sociaux à l'intérieur de tous les pays du marché commun* ». Car pour lui, « *l'harmonisation doit se faire dans le sens du progrès social* ». On croirait entendre nos politiques d'aujourd'hui, qui dénoncent en chœur les effets pervers des travailleurs détachés, cette directive européenne qui permet de rémunérer des salariés selon la législation sociale de leur pays d'origine - créant de fait une inégalité avec les travailleurs nationaux.

Il se méfie d'un traité "selon lequel la concurrence pure et simple règle tous les problèmes"

Pierre Mendès France redoute aussi l'ouverture du marché européen aux produits étrangers à travers l'adoption d'un « *tarif commun le plus bas possible* ». « *Nous risquons donc de voir sacrifiées, totalement privées de protection, certaines productions essentielles pour nous et pour notre main-d'œuvre* », s'alarme-t-il. « *Notre industrie se trouvera alors découverte contre toutes les concurrences du dehors, celle des États-Unis comme celle du Japon.* » 60 ans et beaucoup de délocalisations plus tard, on songe surtout à la Chine, mais la crainte reste la même.

Si Mendès France vote contre le traité de Rome, c'est également par désaccord avec la philosophie même d'un projet « *basé sur le libéralisme classique du XIXe siècle, selon lequel la concurrence pure et simple règle tous les problèmes* ». On retrouve, très en avance, la dénonciation d'une Europe qui a fait du marché l'alpha et l'oméga de sa politique économique, libre-échange et cures d'austérité à l'appui.

Mais écoutons l'ultime avertissement de Mendès, beaucoup plus politique : « *L'abdication d'une démocratie peut prendre deux formes, soit le recours à une dictature interne par la remise de tous les pouvoirs à un homme providentiel, soit la délégation de ces pouvoirs à une autorité extérieure, laquelle, au nom de la technique, exercera en réalité la puissance politique, car au nom d'une saine économie on en vient aisément à dicter une politique monétaire, budgétaire, sociale.* » Il étayait ainsi la critique d'une Europe technocratique et éloignée des citoyens. Une dérive largement admise aujourd'hui, mais qu'ils étaient peu nombreux à déceler avec autant de précision il y a 60 ans...

PLACE AU DÉBAT

Pour qui roule Macron ? (On peut y associer Fillon et Le Pen)

Par Jean-Claude CHAILLEY

La politique de M. Macron lorsqu'il fut ministre :

Nous avons combattu le ministre Macron, sa loi pour l'extension du travail du dimanche, les autocars qui polluent et concurrencent la SNCF, l'affaiblissement des prud'hommes, les licenciements facilités, les privatisations, les dérégulations...

Ni moderne, ni créative, sa loi cumulait nombre de recommandations pour lesquelles la France s'était mise en retard. Il fut applaudi par la droite, l'UE, le MEDEF... puis sa loi fut comme toujours critiquée par les mêmes comme « insuffisante », car ça ne suffit jamais...

Déjà à l'époque M Macron se flattait de ne pas être « socialiste »... ce qui est exact ! Après nombre de grèves et manifestations, sa loi fut adoptée par l'intermédiaire du très démocratique 49-3.

M Macron généra tellement de manifestations, que les lois qu'il devait piloter furent confiées à d'autres ministres, dont la loi Travail confiée à Mme El Khomri, à l'époque inconnue. Raté : 14 manifestations, 70 % de la population contre, et de nouveau le 49-3 furent fatal à Hollande et Valls.

M Macron n'était pas encore « en marche », mais les salariés et retraités avaient compris pour qui il « roula » : Ils scandaient : « **Dans l'Macron tout est bon pour les patrons** ».

Alors qu'en est-il de son « programme » ?

Le programme de M Macron est d'une très grande violence contre les salariés, les retraités, la population modeste - comme les programmes de M Fillon et Mme Le Pen -

Il s'agit de réduire à néant le droit du travail, les services publics et la protection sociale.

« Sérieux budgétaire » : offensive contre les services publics et la protection sociale

- Les 50 Md de coupes sur les services publics et la protection sociale du pacte de responsabilité ne suffisent pas pour être « sérieux ». Même doubler serait insuffisant. **M Macron rajoute 60 Md de coupes**, ce qui permettra selon lui de « *renouer avec l'excellence de nos services publics* » (!). (On appréciera l'auto critique de l'ex ministre qui admet implicitement que nos services publics ne sont plus « excellents »)

M Macron prévoit 120 000 suppressions de fonctionnaires. On peut craindre une sous-estimation : M Fillon avec 100 Md d'économies prévoit 500 000 suppressions de postes (mais il n'est pas de droite ET de gauche).

Pour eux le statut de la fonction publique est tout autant un « carcan » que le code du travail

Noter que Mme Le Pen s'en prend aussi aux fonctionnaires territoriaux et à la Sécurité Sociale, mais, démagogue, elle se garde bien de s'en vanter à la télé. Ses mesures concrètes d'économies grâce à l'ambulatoire...s'inscrivent dans les lois Bachelot et Touraine

- Avec un total de 110 Md ou plus de coupes sur les services publics et la protection sociale il ne restera pas grand-chose sinon une **assistance pour les « plus démunis »**. On retourne aux « racines chrétiennes de la France », la charité, si chères à Mme Le Pen, M. Fillon et sa « manif pour tous ».
- M Macron donne 2 raisons :
 - **Respecter « l'engagement de la France » envers Bruxelles.**
C'est ce que disait M Juncker à propos de la Grèce : on ne peut changer la politique définie par la Commission européenne, dans le cadre des traités, aux conseils européens, dans lesquels tous les États sont représentés.

M. Macron continuera d'appliquer fidèlement les « recommandations » austéritaires, la politique libérale de l'UE, que la social-démocratie ET la droite ont mise en place, respectent, veulent approfondir (l'UE aussi peut se dire de cette « gauche » ET de droite).

Le registre de Mme Le Pen est opposé en paroles, mais ses mesures sont en gros les mêmes. Le principal sujet de désaccord avec le MEDEF est la sortie de l'UE pour laquelle Mme Le Pen met de plus en plus d'eau dans son vin : « *Je souhaite que l'UE se transforme...je suis convaincue que la négociation (- avec les autres Etats-) aboutira* » (BFM 23/03).

- **Pour les « générations futures ».** Comme tous les partisans de l'austérité M Macron a un don de voyance très orienté : il sait avant même leur naissance que les générations futures voudront moins de services publics, moins de protection sociale, être ubérisées...
- **Hausse massive de la CSG qui frappe tous les ménages et plus encore les retraité-e-s.** M Fillon privilégie la TVA affublée du qualificatif « sociale » alors qu'elle est anti sociale ; c'est le choix entre la peste et le choléra

La prétendue lutte contre la fraude sociale, qui exonère la fraude patronale.

La fraude sociale est de 20 Md par an, très majoritairement d'origine patronale. Pourtant M Macron ne veut combattre que la fraude des pauvres, une « pauvre fraude ». Pour Mme Le Pen, la fraude c'est les « immigrés », on s'en doute.

« Libérer le travail et l'esprit d'entreprise »...

On reconnaît le vocabulaire plus que séculaire du MEDEF, de la droite la plus libérale, contre le code du travail, contre toutes les garanties collectives. De toute évidence, comme pour M Fillon, les lois « ANI », Macron, Rebsamen, El Khomri, ne suffisent pas.

Mme Le Pen n'est pas en reste pour s'opposer à toute augmentation du SMIC, pour réclamer l'augmentation « substantielle » de la marge des entreprises. Pas étonnant que le patronat, des grands fonds spéculatifs mondiaux, reçoivent maintenant les économistes du FN !

- **« Redéfinir le dialogue social ».** Le dialogue social – qui est souvent un monologue patronal – a bon dos : il s'agit d'aller encore plus loin que la loi El Khomri dans les dérogations au niveau entreprise. Il s'agit aussi d'obliger les syndicats revendicatifs à renoncer à leur orientation, à accompagner les décisions gouvernementales (voir article http://www.resistancesociale.fr/IMG/pdf/RESO_novembre_2016.pdf). M Macron se prononce pour la fin du paritarisme à l'UNEDIC, sa fiscalisation. Quant à Mme Le Pen elle n'est que haine contre les syndicats, – sauf les syndicats maison -
- **Réduire le « cout du travail », en faisant coup double avec la casse de la Sécu : de nouvelles baisses massives des cotisations sociales patronales :** « 1800 € par an par salarié au SMIC, 2200 € pour un salarié payé 3000 € ».
- **Augmenter les dividendes :** le « nouveau modèle de croissance »...se traduira par la « baisse de l'impôt sur les sociétés de 33,3 % à 25 % ».

On comprend que le patronat se soit divisé entre partisans de Fillon et partisans de Macron : c'est un choix de personnalité, pas de programme.

Que de haine pour la Sécurité sociale, pour les retraites... !

Faire semblant « d'augmenter le pouvoir d'achat de tous les travailleurs », en le réduisant en réalité :

Outre de nouvelles exonérations de cotisations « patronales », M Macron s'approprie les propositions Sarkozy – Fillon – Le Pen : il « *améliorera le pouvoir d'achat de tous les travailleurs, sans que cela revienne plus cher aux employeurs... en réduisant les cotisations payées par les salariés, les indépendants et par les fonctionnaires de près de 500 € net par an pour un salaire de 2 200 € net par mois !* » Il rétablira les exonérations Sarkozy – Fillon de cotisations sur les heures sup (qui s'ajoutent à beaucoup d'exonérations « Fillon »).

- Noter que M Macron fait une distinction entre salariés et fonctionnaires. Jusque-là on pensait qu'un fonctionnaire était un salarié...
- Il s'agit de remplacer les augmentations de salaire en pompant sur le budget de la Sécu. Pour les employeurs ça fera des économies sur les salaires et ça obligera les salariés à prendre des complémentaires plus chères.
Donc au total baisse de pouvoir d'achat pour les salariés, hausse des profits pour les entreprises, extension des assurances privées.

Pourquoi Macron, Fillon, Le Pen, ont tant de haine contre la Sécu ?

Parce que son budget de près de **500 Md** échappe aux « marchés » et limite le recours aux complémentaires.

Parce qu'il reste encore près de **200 Md de cotisations « patronales »**, des « charges », qu'ils veulent continuer de réduire massivement à la demande du MEDEF, de l'UE, des marchés financiers.

Les retraites : « Nous mettrons fin aux injustices de notre système de retraites » : « Un système universel avec des règles communes de calcul des pensions sera progressivement mis en place. Le fait de changer d'activité ou de secteur sera sans effet sur les droits à la retraite. Avec un principe d'égalité : pour chaque euro cotisé, le même droit à pension pour tous ! »

- Bel exercice de tromperie des communicants : qui peut être contre l'égalité ?
- Il s'agit du **système de retraite suédois** à points, à la carte, auquel Sarkozy et Fillon avaient renoncé devant les grèves et manifestations massives, la crainte d'un blocage du pays.
- Ce système est « universel » car **il supprime les régimes spéciaux, le régime de la fonction publique, et les statuts** qui sont liés (des « carcans » pour les libéraux)
- Il permet une baisse massive des pensions en cohérence avec la baisse massive des cotisations, ce qui obligerait à travailler jusqu'à 70 ou 75 ans, à capitaliser pour ceux qui pourront, puis à cumuler retraite et petits boulots ubérisés.

La « barémisation », plafonnement des indemnités prud'homales

C'est ce que M Macron persiste à vouloir imposer. En cas de licenciement abusif, le / la salarié-e aurait une indemnité limitée au barème.

Pour les entreprises ça permet de planifier les licenciements, de les provisionner, de limiter leur coût. Pour les salariés c'est imposer le principe que leur préjudice ne sera pas que partiellement indemnisé.

C'est un déni de droit qui a été censuré par le Conseil constitutionnel. Actuellement la barémisation est indicative mais M Macron, comme M Fillon, repartent à la charge : ils veulent absolument les plafonner !



L'épargne à la bourse !

M. Macron veut aussi obliger les salariés, les gens modestes, qui épargnent quelques sous pour les mauvais jours, à les jouer à la roulette de la Bourse pour laquelle ils ne sont pas formés : « ramener le capital qui est celui de nos (!) épargnants vers le financement de l'économie réelle », les obliger à les placer dans « des fonds de pension à la française ». (Présentation de la loi Macron 2, NOE -Nouvelles Opportunités Économiques -, qui ne vit jamais le jour en tant que telle).

Ce serait « lessiver », « rincer », les (petits) épargnants !

Il y a 37 millions de contrats d'assurance vie pour un montant total de 1600 Md.

Il s'agit d'obliger les petits épargnants à « financer l'économie réelle », c'est-à-dire placer leurs économies sur des produits spéculatifs. Or la bourse est largement surévaluée à cause des « quantitative easing » des banques centrales, notamment de la BCE. A la prochaine crise ils seront « rincés ».

Déjà avec la baisse des taux directeurs de la BCE, les rendements des assurances vie ont plongé...pour les épargnants. Pas pour les assureurs : les profits d'Axa, Generali, Allianz... battent des records.

En outre, en attendant de la prochaine crise, M Macron veut augmenter leur fiscalité de 23 à 30 %, qui s'ajouterait à la baisse des taux, poussant à la spéculation.

Les assureurs ont en portefeuille une bonne partie de la dette de l'État. « Lessiver » le petit épargnant c'est aussi un moyen de réduire la dette de l'État.

M Macron, représentant des banques et des assureurs, est loin d'être seul. Mme Le Pen, qui s'auto proclame modestement la « candidate du peuple », fait la même proposition.

Maintenant il nous ressort la rengaine de n'être « ni de gauche, ni de droite » ou – brillantissime innovation - «de gauche et de droite ». Il paraphrase le MEDEF qui comme chacun sait « ne fait pas de politique », n'est « ni de gauche ni de droite » mais « pour l'entreprise », traduire pour l'augmentation des profits, des dividendes.

Ce qui est dramatique, c'est que nombre de responsables socio-libéraux du PS le rejoignent. Quelle tête à queue entre ce que disait Delanoë en 1981 contre Giscard, pour la « rupture avec le capitalisme », et son allégeance à Macron.

Malheureusement ce n'est pas qu'un renoncement individuel, ni circonscrit aux dirigeants ou ex dirigeants du PS : Robert Hue, Patrick Braouezec, font de même, faisant craindre une situation à l'italienne avec disparition du PS, voire du PC.

LE PROJET DE SOCIETE MADE IN MEDEF. Verbatim :

« Libérer la société des carcans et des blocages ».

« Une société de mobilité plutôt que de statuts ».

« Je demanderai au gouvernement de simplifier le droit » (du travail)

« Un contrat de droits, de devoirs, de responsabilités ».

« Recréer une mobilité économique et sociale... ».

« Modernisation de l'action publique et sérieux budgétaire ».

Le programme de M Macron est intégralement libéral, quasi identique à celui de M. Fillon, mettant fin à ce qui reste du programme du Conseil national de la Résistance, remplaçant la Sécurité Sociale par une assistance pour « pauvres ».

Sur le plan économique et social, les mesures de Mme Le Pen sont également quasi identiques à celles de M Macron et M Fillon.

Elles sont parfaitement « Union-européenne-compatibles ». La différence réside surtout dans le discours, démagogique, raciste, anti « européen », nationaliste, prenant les immigrés ou prétendus tels comme prétexte, dénonçant un prétendu « laxisme » pour « justifier » d'instaurer **un régime autoritaire, mortifère pour la laïcité et les libertés démocratiques.**

(Voir article : http://www.resistancesociale.fr/IMG/pdf/Bulletin_RESO_-_Fevrier_2017.pdf).

ACTUALITÉ SOCIALE

Résistance sociale est fière d'avoir participé à l'élaboration Du « *Manifeste pour le Service public du 21ème siècle* ».

Lancé suite à la grande mobilisation de Guéret des 13 et 14 juin 2015, il est le fruit de plus d'une année de débats, de réflexions, de discussions et de mobilisations. La « convergence » a associé à sa rédaction les citoyens (usagers, professionnels ou élus), nos collectifs, les coordinations (santé, eau, rail, poste) et les organisations partenaires syndicales, associatives ou politiques.

Bien que les services publics soient encensés lors des attentats, des catastrophes climatiques ou au début de la crise économique, leur démantèlement continue : leurs accès se raréfient, leur qualité se dégrade.

Ce Manifeste souhaite aller au-delà de ce constat trop connu. Il s'interroge sur le nouveau champ du service public, son interaction avec la notion de bien commun, la transition écologique, l'emploi, la production, l'économie sociale et solidaire et le monde associatif, son adéquation avec les besoins de notre siècle. Il trace des perspectives pour démocratiser les services publics afin qu'ils continuent ou retrouvent le chemin de l'intérêt général. La rentabilité des services publics c'est leur utilité sociale et économique, ce n'est pas la rentabilité financière. Il cherche à faciliter en tout domaine les convergences et l'intervention citoyenne.

Pour cela il trace des pistes comme sur la sécurité sociale, les finances publiques ou la création de pôles publics. Il propose également 12 mesures pour reconquérir nos services publics.

Ce manifeste a donc pour ambition d'aider à créer les conditions d'une mobilisation d'ampleur et à l'émergence de la question du service public dans le débat public.



Manifeste pour le service public du 21^e siècle

Les éditions Arcane 17

ISBN : 978-2-918721-59-8

Format 21 x 21, 32 pages, 3 euros

Sortie nationale mardi 4 avril 2017

Le Manifeste est disponible au prix militant de 2€ (au lieu de 3€) auprès de Résistance Sociale ; il est envoyé gratuitement pour toute adhésion en 2017.

COUP DE GUEULE

Pas de compétences ni d'argent français pour le « mur de la honte » !

Il serait question que l'industriel français Lafarge construise « le mur de la honte » qui, selon la volonté de Donald Trump, séparera le Mexique des États-Unis !

Ce mur, bien sûr, le Mexique n'en veut pas et le président mexicain a refusé de rencontrer son homologue américain. De nombreuses voix s'élèvent également aux États-Unis contre ce projet infâme. Ce nouveau « limes », long de plusieurs kilomètres, d'un coût incroyable de 20 milliards de dollars, apparaît comme voulant protéger les « riches » de l'invasion des « pauvres », travailleurs clandestins, dont, par ailleurs, l'économie des états du Sud profite largement !

Le PDG de Lafarge ose se parer d'une « conscience sociale » -il a même annoncé la création d'un comité « éthique, intégrité et risques ». Mais pour lui, « les affaires sont les affaires » ! Et pour

cela il est prêt à tout, comme il l'a fait en Syrie en finançant des groupes terroristes pour permettre à son usine régionale de continuer à fonctionner.

Si le cimentier français est sur le coup, c'est aussi que le concurrent local qui dispose d'usines tout près de la frontière a compris que les affaires ne sont pas toujours indépendantes de la politique et a annoncé qu'il refuserait de construire ce mur.

Manifestons notre opposition à ce qu'une entreprise française prenne sa part à ce projet odieux ! Vous pouvez le faire en signant la pétition :

<https://www.powerfoule.org/campaigns/trump/mur/mur-de-trump-la-france-ne-sera-pas-complice?t=dXNlcmkPTgwNzlsZW1haWxpZD0zMjc%3D>

Dernière minute : nous nous réjouissons qu'à la demande de la Maire Anne Hidalgo, la Ville de Paris n'ait plus recours à Lafarge pour le sable de « Paris-Plage ».

HOMMAGE

Adieu Henri !



C'est avec beaucoup de peine que nous avons appris le décès d'Henri EMMANUELLI, infatigable militant de la gauche, toujours prêt à défendre les plus démunis contre les puissances de l'argent. Bien sûr, parce que la gauche est plurielle, nous avons eu dans le passé des divergences, comme, bien que « mitterrandiste historique », il en eut avec François Mitterrand. Résistance sociale n'oublie pas que, en 2005, nous avons mené côte à côte la bataille pour le non au traité constitutionnel européen.

Nous n'oublierons, non plus, ni ses coups de gueule pour rappeler le sens des combats de la gauche ni le courage dont il a fait preuve, durant ce quinquennat, en dénonçant l'état de son parti, tombé, selon lui, "dans un coma profond, n'étant plus ni à l'offensive ni en défensive".

Nous adressons nos plus sincères et fraternelles condoléances à tous ceux de nos camarades socialistes qui ont combattu à ses côtés avec l'espoir de changer la vie et de construire un monde d'avance.

La gauche perd avec Henri Emmanuelli un défenseur acharné du progrès social ayant une foi inébranlable en l'avenir. Il restera parmi les boussoles dont la gauche a bien besoin aujourd'hui pour montrer le chemin qui permettra de redonner un destin de la gauche.

VOUS AUSSI, REFUSEZ LA RÉSIGNATION, ADHÉREZ À RÉSISTANCE SOCIALE !!!

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de RESO, association loi 1901

Siège social :

121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

Tel : 06 33 82 05 15

Site Internet : www.resistancesociale.fr
Courriel : webmaster@resistancesociale.fr

Présidente de RESO et directrice de la publication :

Marinette BACHE

NOM PRENOM :

ADRESSE :

.....

TEL : Portable :

E-mail :

J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros

Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros

Je souhaite diffuser le journal autour de moi. Adressez-moi exemplaires par envoi.

À retourner à : RÉSO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

(chèque à l'ordre de Résistance Sociale)